

# Bibliographie

## Langues et employabilité

Septembre 2014

### Introduction

Depuis les études commanditées par la Commission européenne ELAN (Incidences du manque de compétences linguistiques des entreprises sur l'économie européenne, 2006) et PIMLICO (Promouvoir, mettre en œuvre et cartographier les stratégies des langues et de la communication interculturelle, 2011), les Européens ont conscience de l'enjeu que représentent les compétences linguistiques pour remporter des marchés et, à un niveau individuel, pour s'insérer sur le marché de l'emploi.

La présente bibliographie s'intègre dans le projet européen LEMP, Langues et employabilité, du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie. Elle recense, sans caractère d'exhaustivité, des articles, ouvrages, rapports, vidéos et sites internet sur les différents aspects de la thématique : la valeur marchande des langues et le rôle des langues dans les échanges économiques, les besoins et les pratiques linguistiques des entreprises, les recommandations et les bonnes pratiques en matière de stratégie linguistique des entreprises, enfin le potentiel économique de la langue française à l'étranger.

La sélection a porté sur les pays européens et quelques pays structurellement bilingues comme le Canada. Parce que le contexte économique change rapidement, la majorité des références remonte à cinq ans.

Bibliographie arrêtée le 31 août 2014

Marion Latour

Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne.  
Cette publication n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.



### Sommaire

|                                                                                                                     |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Valeur marchande des langues :<br>l'économie des langues et le rôle<br>des langues dans les échanges<br>économiques | 2  |
| Besoins et pratiques linguistiques<br>des entreprises                                                               |    |
| ▶ Documents généraux                                                                                                | 6  |
| ▶ Résultats d'enquêtes                                                                                              | 7  |
| ▶ Études transnationales                                                                                            | 11 |
| ▶ Études nationales                                                                                                 | 14 |
| Recommandations et bonnes pratiques<br>en matière de stratégies linguistiques<br>des entreprises                    |    |
| ▶ Recommandations de la Commission<br>européenne et du Conseil de l'Union<br>européenne                             | 17 |
| ▶ Stratégie linguistique des<br>entreprises : les bonnes pratiques                                                  | 18 |
| Potentiel économique de la langue<br>française à l'étranger                                                         | 20 |
| Sitographie et ressources vidéo                                                                                     | 23 |

## Valeur marchande des langues : l'économie des langues et le rôle des langues dans les échanges économiques

ARCAND Alan

### **Le Canada, le bilinguisme et le commerce : rapport**

Ottawa : Conference Board du Canada, juin 2013, 40 p., disponible sur le site de la [CEDEC](http://go.gl/2bQH3M)

<http://go.gl/2bQH3M>

Le bilinguisme stimule le commerce et, en retour, la prospérité, puisque la connaissance de plusieurs langues multiplie le nombre de partenaires commerciaux potentiels. Cette étude empirique conforte l'analyse selon laquelle la connaissance du français au Canada bilingue stimule le commerce avec les pays francophones. En prenant comme exemple l'année 2011, l'étude détermine que la connaissance du français au Canada bilingue a fait augmenter les exportations de 1,7 milliard de dollars US et les importations de 7,2 milliards. La connaissance du français au Canada bilingue a fait croître le commerce bilatéral de 3,5 milliards de dollars US en moyenne en 2011. L'étude montre ainsi que le bilinguisme présente aussi des avantages d'intérêt public. La connaissance généralisée du français au Nouveau-Brunswick et au Québec stimule le commerce entre ces provinces et les pays francophones. Ainsi, le coup d'accélérateur donné au commerce bilatéral permet aux Canadiens de profiter du statut bilingue de leur pays.

CANADA , AMERIQUE DU NORD

DUCHENE Alexandre, HELLER Monica

### **Language in late capitalism: pride and profit**

New York : Routledge, 2012, 270 p. (Routledge critical studies in multilingualism)

L'ouvrage s'intéresse à la façon dont nos idées sur la langue et l'identité, qui étaient habituellement conçues en termes nationaux et politiques comme des questions de droits et de citoyenneté, sont de plus en plus reformulées en des termes économiques comme une question de valeur ajoutée. Il fait valoir que ce changement de discours est lié aux caractéristiques spécifiques de la nouvelle économie mondialisée, dans ce qui peut être considéré comme le « capitalisme tardif ». En s'appuyant sur dix études de cas ethnographiques, il démontre les façons complexes dont les idéologies nationalistes plus anciennes qui investissent les langues en tant que source de fierté s'associent à des idéologies néolibérales plus récentes qui investissent les langues en tant que sources de profit.

SUISSE, CATALOGNE, EUROPE, CANADA, ETATS-UNIS, AMERIQUE DU NORD

GRIN François, SFREDDO Claudio, VAILLANCOURT François

**Langues étrangères dans l'activité professionnelle ("LEAP") : Projet n° 405640-108630 : rapport final de recherche : 17 février 2009 : version approuvée par le FNRS**

2009, 53 p., bibliogr., disponible sur le site de l'[université de Genève](http://goo.gl/LO1FeQ)  
<http://goo.gl/LO1FeQ>

Ce document montre que malgré le développement important qu'a connu l'économie des langues notamment au cours des vingt dernières années, le rôle des langues dans la création de valeur au sens économique est resté largement inexploré. Il présente un apport théorique entièrement nouveau : une modélisation algébrique du rôle des langues dans la théorie micro-économique de la production. Une importante partie du travail de recherche a été consacrée à une enquête auprès des entreprises du secteur industriel en Suisse romande et en Suisse. L'enquête montre que le plurilinguisme est économiquement important pour l'ensemble des entreprises, et pas seulement pour celles qui sont tournées vers l'exportation. Le projet permet d'estimer que le plurilinguisme ajoute environ 10% au PIB de la Suisse. Il montre que la demande de collaborateurs plurilingues est deux fois moins sensible aux variations de salaire que celle de collaborateurs unilingues ; en simplifiant, cela signifie que les plurilingues sont deux fois plus indispensables aux entreprises. Le chapitre 5 vise à tirer des résultats théoriques et empiriques un ensemble de conséquences de politique publique, en particulier quelques conséquences pour la formation linguistique et la répartition de son coût. Le dernier chapitre propose un panorama de certaines des exploitations ultérieures auxquelles le projet peut donner naissance.

SUISSE

GRIN François coord.

**Langue, économie et mondialisation**

*Cahiers français & sociétés*, 2011, n° 22-23, 111 p.

L'ensemble de processus que l'on regroupe fréquemment sous l'appellation de « mondialisation » se manifeste notamment dans la sphère économique. Mais ces processus, ainsi que les effets économiques qu'ils véhiculent, ne sont pas sans avoir des répercussions majeures sur la place des différentes langues les unes par rapport aux autres, y compris celle du français. Les contributions rassemblées dans ce numéro ont pour but d'explorer les jeux d'influence mutuelle qui apparaissent à l'intersection de la langue, de l'économie et de la mondialisation. Il propose un tour d'horizon qui amène à examiner de près des questions relativement techniques touchant à la langue dans la vie économique avec des analyses sur le monde du travail, où la multinationalisation des entreprises affecte les langues dans lesquelles les employés sont amenés à travailler, ainsi que sur le commerce international des biens et services.

GRIN François

**Plurilinguisme et multilinguisme au travail : le regard de l'économie des langues**

*Repères-DoRiF*, 2013, 12, n° 4, n. p., disponible sur le site du [Centro di Documentazione e di Ricerca per la Didattica della Lingua Francese nell'Università Italiana](http://goo.gl/5Um6zT)  
<http://goo.gl/5Um6zT>

Après une introduction sur l'idée que la maîtrise des langues étrangères par le personnel est un atout économique pour les entreprises, l'auteur propose un bref survol des discours récents sur les pratiques linguistiques des acteurs au travail, en expliquant pourquoi, quel que puisse être leur intérêt intrinsèque d'un point de vue sociolinguistique, ils ne nous disent pas grand-chose sur les questions économiques en cause. La section suivante est consacrée à un survol général de la perspective économique sur la valeur des langues et leur lien avec l'activité professionnelle. Puis l'auteur illustre cette perspective à l'aide de quelques résultats théoriques et empiriques issus d'un projet de recherche portant précisément sur cette mise en relation : le projet LEAP, « Langues étrangères dans l'activité professionnelle ». La dernière section évoque, en guise de conclusion, certains des prolongements nécessaires de la recherche et les nouveaux horizons de l'économie des langues et du multilinguisme et les conditions d'une coopération fructueuse entre sciences économiques et sciences du langage.

GRIN François, SFREDDO Claudio, VAILLANCOURT François

**The economics of the multilingual workplace**

New York : Routledge, 2013, 227 p., bibliogr. (Routledge studies in sociolinguistics)

La première partie de l'ouvrage dresse le décor en expliquant notamment comment le multilinguisme au travail peut être appréhendé à travers le prisme de l'analyse économique. Elle présente certains principes fondamentaux de la théorie économique et de l'économie de la langue. Elle analyse notamment des mesures des différentiels de revenus basés sur les langues, ce qui prouve la valeur des compétences linguistiques du point de vue de l'employeur. Le chapitre suivant propose d'inclure explicitement les compétences linguistiques comme déterminants des variables clés de l'économie, au même titre que la productivité, les coûts et les profits. Les auteurs conçoivent ainsi un modèle formel qui génère un ensemble de relations causales explicites entre les variables linguistiques et les variables économiques. Il est notamment question des stratégies de recrutement des entreprises. La dernière partie porte sur les implications en termes de politique linguistique et sur l'influence qu'exercent les entreprises sur les dynamiques linguistiques à un niveau macro.

M GRI

GRIN François

**50 years of economics in language policy: critical assessment and priorities**

Genève : Université de Genève, 2014, n° 13, 25 p., bibliogr., disponible sur le site de l'[Université de Genève](http://www.unige.ch/workingpapers/) (ELF working paper)

<http://goo.gl/Wpl27D>

Après un premier chapitre introductif, l'auteur fait le point sur le développement progressif de l'économie des langues, en proposant une carte mentale du champ. Il a notamment pour objectif d'examiner le positionnement de l'économie des langues par rapport à la vaste entreprise, essentiellement interdisciplinaire, de mieux comprendre "les langues en société". Il cherche à démontrer que l'économie des langues devient pleinement elle-même lorsqu'elle jette des ponts entre les disciplines. Les disciplines concernées ne sont pas seulement l'économie et la sociolinguistique, mais également d'autres spécialités dans les sciences du langage (de la linguistique structurale à la traduction), la sociologie, les sciences politiques, la psychologie, les sciences de l'éducation, la géographie, les relations internationales, le droit et les sciences de la communication. L'auteur consacre le chapitre suivant à la question symétrique, qui est de démontrer que les disciplines linguistiques ont elles aussi souvent besoin de l'économie. En outre, l'économie de la langue, grâce à sa grande ouverture interdisciplinaire, offre un tremplin vers de nombreuses questions connexes, qui vont de l'intégration des migrants aux droits des minorités. Ceux-ci peuvent être considérés comme des opportunités à saisir et la dernière section traite des conditions à remplir pour que ces développements soient réalisables

Institute for the Study of Labor

CHRISTOFIDES Louis N., SWIDINSKY Robert

**The economic returns to a second official language: English in Quebec and French in the Rest-of-Canada**

Bonn : IZA, juin 2008, IZA DP N° 3551, 34 p., disponible sur le site [ECONSTOR](http://www.econstor.eu/) (Discussion paper series)

<http://goo.gl/VxoZ1g>

Le Canada compte deux langues officielles, le français et l'anglais. La nécessité des deux langues au Québec et dans le reste du Canada génère une exigence de bilinguisme et d'investissement dans l'acquisition d'une deuxième langue officielle. La connaissance d'une autre langue peut être synonyme des revenus accrus, notamment car elle peut s'avérer utile dans la vie professionnelle. Le recensement de 2001 signale pour la première fois si une personne est bilingue et si sa compétence linguistique est effectivement utilisée dans son travail. Les auteurs mesurent les gains supplémentaires qui découlent de l'utilisation d'une deuxième langue. Les résultats montrent de manière très importante et statistiquement significative qu'il est payant d'utiliser une deuxième langue officielle au Québec, alors que les effets sont beaucoup plus faibles et non significatifs sur un plan statistique dans le reste du Canada.

CANADA , AMERIQUE DU NORD

MULKERNE Sean, GRAHAM Anne Marie

**Labour market intelligence on languages and intercultural skills in higher education**

Southampton : University Council of Modern Languages, mai 2011, 103 p., bibliogr., disponible sur le site de l'[University Council of Modern Languages](http://www.universitycouncilofmodernlanguages.org/)  
<http://goo.gl/z2zB5S>

Le rapport présente les résultats d'une enquête sur les débouchés professionnels des diplômés ayant des compétences en langues étrangères et des compétences interculturelles ; il s'agit de faire la preuve de l'employabilité des diplômés qui ont développé ces compétences. Il vise à quantifier le marché du travail pour les diplômés ayant des compétences linguistiques, et à établir une valeur pour l'apprentissage des langues dans l'enseignement supérieur. Il explique également comment les diplômés ayant une expérience internationale acquise grâce à des études en langues étrangères et à une période d'études à l'étranger sont avantagés sur le marché de l'emploi. Il examine comment les tendances dans l'apprentissage des langues dans l'enseignement supérieur correspondent aux tendances de recrutement sur le marché du travail.

ANGLETERRE , PAYS DE GALLES , ROYAUME UNI , EUROPE

NIKUZE Emmanuel

**Économie des langues et intégration régionale dans la zone CEPGL-CEA**

*Synergies Afrique des Grands Lacs*, janvier 2013, p. 83-98, bibliogr., disponible sur le site du [GERFLINT](http://www.gerflint.org/)  
<http://goo.gl/10jGUL>

Linguistiquement et culturellement diversifiée, la zone Communauté Économique des Pays des Grands Lacs et la Communauté Est Africaine (CEPGL) est l'une des plus importantes en Afrique en termes d'échanges économiques et de richesses naturelles. Pourtant, les politiques d'intégration ne semblent pas faire cas des potentialités humaines et économiques liées au multilinguisme ; la tendance est à l'uniformisation linguistique, l'anglais étant considéré comme la seule langue d'ascension économique et technologique. Mais cette langue bat en retraite dans de nombreux domaines et les avantages économiques et commerciaux liés à la maîtrise des langues régionales économiquement stratégiques s'avèrent important. Partant du concept de valeur marchande des langues, l'auteur vise à montrer que la diversité linguistique de la région a une valeur économique réelle, ce qui appelle à une remise en cause des choix actuels en matière de politiques linguistiques. L'étude ouvre enfin les pistes de réflexion sur le rôle des institutions académiques de la région dans le développement d'un plurilinguisme stratégique pouvant accélérer le processus d'intégration régionale.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE , AFRIQUE DE L'EST , TANZANIE , KENYA , OUGANDA , RWANDA , GRANDE BRETAGNE , EUROPE , ÉTATS-UNIS , AMERIQUE DU NORD

## Besoins et pratiques linguistiques des entreprises

### Documents généraux

CURRIVAND Thierry, TRUCHOT Claude

#### **Du traitement des langues aux politiques linguistiques dans l'entreprise**

*Le journal de l'école de Paris du management*, janvier 2010, n° 81, p. 17-24

Claude Truchot, linguiste, retrace dans un premier temps les quatre axes d'étude concernant le champ d'études de la question des langues au travail, dont le dernier en date porte sur le traitement des langues. Celui-ci inclut toutes les actions qui touchent aux situations linguistiques dans l'entreprise elle-même et dans son environnement. Il décrit le cadre d'analyse ; les dimensions économiques, linguistiques voire politiques ainsi que les modes de traitement linguistique. Thierry Currivand, industriel, apporte son éclairage sur les enjeux de l'usage des langues à partir de son expérience dans l'entreprise Renault.

LAVRIC Eva

#### **Stratégies et identités plurilingues des entreprises et des individus dans les entreprises**

Vienna : WU Vienna University of Economics and Business, 2009, 24 p., disponible sur le site du [Repository du WU Vienna University of Economics and Business](http://repository.wu.ac.at/)

<http://goo.gl/70gmsy>

Les problèmes de la variété linguistique et des choix linguistiques sont abordés par les entreprises et par leurs salariés sous le double aspect de la communication externe et de la communication interne. Des études de cas qualitatives, qui couvrent une vaste gamme de secteurs, de branches et de tailles d'entreprises, éclairent les particularités des choix et politiques linguistiques en milieu d'affaires.

ZAPPACOSTA Dionino

#### **Embauche et compétences linguistiques : le point de vue de l'entreprise**

*Repères DoRiF*, 2013, 12, n° 4, n. p., disponible sur le site du [Centro di Documentazione e di Ricerca per la Didattica della Lingua Francese nell'Universita Italiana](http://www.centrodidocumentazione.it/)

<http://goo.gl/mORsjW>

L'objectif de cette analyse est d'évaluer l'importance accordée par les recruteurs aux compétences linguistiques des candidats à l'insertion sur le marché du travail, à partir des prérequis qu'ils expriment dans les annonces d'emploi. L'étude a été conduite sur un échantillon de profils de candidats publiés par des entreprises nationales et internationales, qui opèrent aussi bien sur le territoire national italien qu'au niveau international. Le corpus analysé se compose de 111 offres d'emploi publiées sur le portail interuniversitaire SOUL. Les paramètres pris en considération pour l'analyse sont 1) la présence ou non d'une demande de compétence linguistique, 2) les caractéristiques des entreprises et 3) la formulation et la spécification des compétences linguistiques requises. Une analyse quantitative et qualitative de la nature des demandes formulées par les employeurs potentiels permet d'observer qu'il n'y a pas de véritable expression précise, de la part des recruteurs, des compétences et des différents niveaux de connaissance linguistique qu'ils demandent au candidat et, par conséquent, des besoins linguistiques qu'ils associent au profil d'emploi.

## Résultats d'enquêtes

ADECCO Professional

### **Encuesta Adecco professional sobre exigencia de idiomas**

Madrid : ADECCO Professional, 2013, 7 p., disponible sur le site d'[ADECCO Espagne](http://ADECCO.Espagne)  
<http://goo.gl/oD5JfA>

Cette enquête menée par *Adecco Professional* révèle que 63,3 % des professionnels interrogés ont eu à justifier de compétences linguistiques durant leur processus de recrutement. 37 % utilisent leurs compétences linguistiques au travail mais dans des proportions très variables, puisque 14 % ne le font pas de manière habituelle. L'anglais est la langue la plus demandée par les employeurs (61,3 %) ; le français arrive ensuite, mais à un rang bien moindre (11,3 %) suivi de l'allemand (10,7 %). L'enquête porte également sur la valorisation des langues selon les secteurs d'activités et sur les modes d'évaluation des connaissances en langues.

ESPAGNE

BOLCHOVER David, SEN Abhik éd., MOSAVI Sara éd.

### **Concurrence transfrontalière : comment les barrières culturelles et linguistiques affectent les affaires**

London : The Economist Group, 2012, 30 p., disponible sur le site d'[Education First](http://Education First)  
<http://goo.gl/FwixGZ>

Le rapport s'appuie sur une enquête menée auprès de 572 cadres entre février et mars 2012 et des entretiens approfondis auprès d'experts indépendants et cadres supérieurs de grandes entreprises. Il explore les défis auxquels sont confrontées les entreprises lorsqu'elles travaillent sur des marchés de plus en plus internationaux. Il évalue le rôle que jouent la communication et la collaboration interculturelles dans le succès ou les échecs des entreprises. Les entreprises qui ont des ambitions internationales attendent de plus en plus de leurs employés qu'ils maîtrisent les langues étrangères. Les incompréhensions qui trouvent leur origine dans les différences culturelles représentent le plus grand obstacle à une collaboration internationale efficace.

British Academy

TINSLEY Teresa

### **Languages: the state of the nation: demand and supply of language skills in the UK**

Southampton : University Council of Modern Language, février 2013, 193 p., bibliogr., disponible sur le site de l'[University Council of Modern Language](http://University Council of Modern Language)  
<http://goo.gl/bG13a0>

Le rapport propose un état des lieux de l'utilisation des langues étrangères et des déficits en langues au Royaume-Uni, afin d'identifier les priorités d'action pour y remédier. Il comporte une enquête auprès des employeurs du Royaume-Uni et consacre un chapitre entier à la demande de compétences linguistiques. Il présente une perspective longitudinale sur l'offre du Royaume-Uni en diplômés ayant des compétences élevées en langues sur le marché du travail et les besoins stratégiques émergents. Il met en évidence un cercle vicieux du monolinguisme, qui à son tour provoque une défaillance du marché dans l'offre et la demande de linguistes qualifiés dans tous les secteurs de l'économie britannique. Il énonce le besoin stratégique de diversifier davantage, plutôt que de remplacer, l'offre de langues existante et souligne la nécessité de cours de langues plus appliqués et à l'approche plus inclusive à tous les niveaux.

ROYAUME UNI

Business platform for multilingualism

**Business platform for multilingualism: report for the period September 2009-June 2011**

Bruxelles : Commission européenne, 2011, 16 p., disponible sur le site de la [Commission européenne](http://goo.gl/mPu1So)  
<http://goo.gl/mPu1So>

La plateforme des entreprises pour le multilinguisme est une initiative européenne pour encourager les acteurs de plusieurs secteurs à réfléchir et à prendre des mesures concrètes pour encourager la performance des entreprises et l'employabilité à travers des stratégies linguistiques. Après une première partie qui explicite l'origine, la composition et le fonctionnement de la Plateforme, le rapport rend compte des activités menées sur la période de septembre 2009 à juin 2011, dont des audits de performance linguistique des entreprises et le lancement du [projet CELAN](#) (Réseau pour la compétitivité et l'emploi par des stratégies linguistiques). La dernière partie propose les futures orientations d'une politique multilingue orientée affaires.

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

Canadian Council on Learning/Conseil canadien sur l'apprentissage

**Parlez-vous français ? The advantages of bilingualism in Canada**

Ottawa : Canadian Council on Learning/Conseil canadien sur l'apprentissage, octobre 2008, 10 p., bibliogr., disponible sur le site du [Conseil canadien sur l'apprentissage](http://goo.gl/ogbgYp)  
<http://goo.gl/ogbgYp>

L'enquête s'intéresse aux bénéfices personnels que les Canadiens peuvent avoir à être bilingues. Outre des facilités cognitives, la maîtrise de deux langues confère des avantages économiques, en termes de recrutement et de revenus en particulier. L'enquête montre que les étudiants, les parents et les recruteurs sont conscients de l'atout que représente le bilinguisme, mais que paradoxalement, une proportion relativement faible de Canadiens parle les deux langues officielles. Elle analyse les barrières au bilinguisme et propose des solutions pour maintenir l'avantage bilingue.

CANADA

CILT : The national centre for languages, Interact international/Newcastle upon Tyne

**Incidences du manque de compétences linguistiques des entreprises sur l'économie européenne (ELAN)**

CILT/Londres, 2006, 89 p., disponible sur le site de la [Commission européenne](http://goo.gl/TSdpmk)  
<http://goo.gl/TSdpmk>

Cette étude commandée par la Commission européenne (Direction générale éducation et culture) a eu pour objectif de donner des informations pratiques et des analyses quant à l'utilisation de compétences linguistiques dans les PME et à son incidence sur leurs performances. Pour ce faire, une enquête a été menée auprès de 2000 PME du secteur de l'exportation et de 30 entreprises multinationales. Des exemples de bonnes pratiques ont été également recensés.

M 1.5 CIL

EUROPE

Commission européenne. Direction générale Entreprises et industrie. Unité entrepreneuriat

**Internationalisation of European SMEs: final report**

Bruxelles : Commission européenne, 2010, 124 p., bibliogr., disponible sur le site de la [Commission européenne](http://goo.gl/5zSgSV)  
<http://goo.gl/5zSgSV>

Le but de cette étude est de fournir une vue d'ensemble actualisée et complète du niveau d'internationalisation des PME européennes et d'en tirer des conclusions et des recommandations. Les données s'appuient sur une enquête menée auprès de 9 480 PME dans 33 pays européens au cours du printemps 2009. L'internationalisation ne désigne pas seulement les exportations, mais toute activité qui met les PME dans une relation d'affaires avec un partenaire étranger : exportations, importations, investissements directs étrangers, sous-traitance internationale et coopération technique internationale. L'étude révèle que lorsque les sociétés commencent à exporter, les obstacles linguistiques et culturels sont perçus comme importants.

PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE , ÉTATS-UNIS , JAPON

EXTRA Guus dir., YAGMUR Kutlay dir.

**L'Europe riche de ses langues : tendances des politiques et des pratiques du plurilinguisme en Europe**

Paris : British Council, 2013, 277 p., bibliogr., disponible sur le site du projet [Language Rich Europe](http://goo.gl/F89s1k)  
<http://goo.gl/F89s1k>

La présente publication fait partie du projet *Language Rich Europe (LRE)*, cofinancé par la Commission européenne dans le cadre de son programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, et initié par le British Council. Sans évoquer le degré de reconnaissance du multi/plurilinguisme, l'étude met en lumière des politiques et pratiques dans l'ensemble des 24 pays/régions participants et révèle que de nombreuses recommandations de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe sont respectées. Dans la seconde partie, une synthèse de quatre pages concerne l'enquête sur les stratégies linguistiques des entreprises, qui montre qu'un quart des entreprises ont mis en place une politique linguistique explicite et que la moitié d'entre elles prennent les langues en compte lors du recrutement de nouveaux salariés. Toutefois, 70 % ne tiennent pas de registre des compétences en langues de leur personnel et très peu tirent parti des programmes de l'UE pour l'apprentissage des langues. La troisième partie est consacrée aux profils nationaux et régionaux.

M 1.5 EXT

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE , ALLEMAGNE , AUTRICHE , BOSNIE HERZEGOVINE , BULGARIE , DANEMARK , ESPAGNE , FRANCE , ESTONIE , GRECE , HONGRIE , ITALIE , LITUANIE , PAYS BAS , POLOGNE , PORTUGAL , ROUMANIE , ROYAUME UNI , SUISSE , UKRAINE

GRIN François

**Les besoins des entreprises en compétences linguistiques**

*Babylonia*, 2013, n° 2, p. 17-22, bibliogr.

<http://goo.gl/o0XfSD>

Le débat permanent sur le plurilinguisme (individuel) et le multilinguisme (sociétal) fait fréquemment référence aux besoins des entreprises en matière de compétences linguistiques. Mais, on connaît mal la réalité de ces besoins. En Suisse, diverses études ont été réalisées sur ce sujet.

SUISSE

JONSSON, Fredrik, ALMERUD Mikaela

**Employers' view on studies abroad**

Stockholm : Svenskt Näringsliv, 2010, 30 p., bibliogr., disponible sur le site de la [Confédération des entreprises suédoises](http://goo.gl/jWfhSH)

<http://goo.gl/jWfhSH>

L'étude menée en 2010 par l'Agence nationale suédoise et l'organisation patronale suédoise *Svenskt Näringsliv*, renseigne sur la perception qu'ont les employeurs de la valeur de l'expérience à l'étranger (études ou stages) et sur les compétences associées à cette expérience. Les conclusions montrent que les employeurs envisagent de manière positive cette expérience à l'étranger en raison des compétences, notamment communicatives, qu'elles permettent de développer chez les jeunes diplômés.

SUÈDE , FINLANDE , DANEMARK , NORVEGE

Linguamón-UOC, Linguamón-Maison des langues, Generalitat de Catalunya/Secretaria de Política Lingüística  
**L'estudi – el studio – study ELAN.cat : són prou multilingües les empreses catalanes ? ¿ Son lo bastante multilingües las empresas catalanas ? Are Catalan business multilingual enough?**

Barcelona : Generalitat de Catalunya, 2010, n. p., disponible sur le site de la [Generalitat de Catalunya](http://goo.gl/I8xbV2)  
<http://goo.gl/I8xbV2>

Cette étude est une adaptation du rapport européen ELAN. Elle conclut que les entreprises catalanes ne parlent pas suffisamment les langues de certains marchés principaux et émergents et souligne la nécessité pour les gouvernements et les entreprises de promouvoir l'apprentissage des langues afin de renforcer l'internationalisation de l'économie. Elle souligne également que la connaissance du catalan est très répandue dans les PME et elle est la langue la plus utilisée dans les relations d'affaires en Catalogne, dans 97,9 % des cas. Elle révèle une confiance excessive dans la langue anglaise en tant que *lingua franca* internationale, comme l'atteste le chiffre de 90 % des entreprises qui estiment avoir besoin de formation en anglais.

CATALOGNE

OREFQ : Observatoire régional de l'emploi de la formation et des qualifications

**L'usage des langues étrangères dans les entreprises lorraines : enquête**

Nancy : Observatoire régional de l'emploi de la formation et des qualifications, 2010, 26 p., disponible sur le site de l'[Observatoire européen du plurilinguisme](http://goo.gl/GRc6uM)  
<http://goo.gl/GRc6uM>

A la demande du Conseil Régional de Lorraine, l'Observatoire régional de l'emploi, de la formation et des qualifications a réalisé une enquête sur l'usage des langues étrangères dans les entreprises lorraines en 2009-2010. L'enquête a été effectuée auprès d'un échantillon de 365 établissements lorrains, qui avaient pour caractéristique commune d'être en tout ou partie détenus par des capitaux étrangers. Après une présentation des caractéristiques générales de l'enquête, sont évoqués l'exploitation des réponses apportées au questionnaire et les principaux enseignements que l'on peut en tirer. Le niveau de maîtrise de la langue considérée comme la plus importante au sein des établissements étudiés est élevé, ce qui permet à la plupart de ces entreprises de ne recourir qu'à des ressources internes pour communiquer en langue étrangère. Ce bon niveau de maîtrise est entretenu très activement par les établissements qui mobilisent l'outil de la formation continue pour conforter les compétences de leur personnel. Les résultats de l'enquête militent pour un renforcement de l'enseignement des langues en scolarité initiale, avec deux premières langues si possible, ainsi que pour un soutien aux méthodes pédagogiques les plus actives, qui privilégient l'expression orale.

FRANCE

TIBEM

**Entreprises bruxelloises et langues étrangères : pratique et coût d'une main d'œuvre ne maîtrisant pas les langues étrangères : rapport de recherche**

Bruxelles : TIBEM, novembre 2006, 119 p., bibliogr., disponible sur le site de [TIBEM](http://goo.gl/jmnD2j) <http://goo.gl/jmnD2j>

L'objectif de l'étude est double : d'une part faire un relevé de la situation à laquelle les entreprises bruxelloises sont confrontées, afin d'objectiver les rapports entre l'offre et la demande, c'est-à-dire entre les besoins des entreprises en matière de langues étrangères et le personnel disponible disposant des compétences linguistiques requises. Le rapport met en évidence le capital économique que représente le multilinguisme et le coût que peut engendrer le manque de multilinguisme pour une entreprise. Il s'attache également à dégager des propositions permettant une meilleure adéquation entre besoins et compétences linguistiques au sein des entreprises, en vue d'une plus large rentabilité de ce capital économique que sont les langues étrangères dans le contexte régional et international de la région de Bruxelles –Capitale. Ce projet de recherche allie une étude de type quantitatif, sur la base d'enquêtes en ligne, à un volet qualitatif, sur la base d'interviews avec des départements de ressources humaines, des représentants sectoriels et des spécialistes du recrutement.

BELGIQUE

TREGUER-FELTEN Geneviève

**Commun'action ou commun'entente ? Un défi linguistique pour les entreprises**

*Synergies Italie*, 2013, n° 9, p. 47-58, bibliogr., disponible sur le site du [GERFLINT](http://gerflint.fr)

<http://goo.gl/wN2xLM>

A partir d'un corpus de courriels recueillis au sein de plusieurs multinationales, l'article expose les inconvénients d'un monolinguisme reposant sur l'usage imposé de l'anglais comme *lingua franca*, la situation communicative la plus fréquemment rencontrée en entreprise. Il met en lumière les freins à l'action d'une telle communication, le plus souvent imparfaite et cause de mauvais jugements liés à l'incompréhension des motivations de l'interlocuteur. Dans un deuxième temps, l'auteure traite des efforts de certaines organisations pour compenser les déficiences de ce monolinguisme : clairement définir les aptitudes linguistiques requises, développer des formations linguistiques et culturelles en interne ou donner la préférence aux personnels plurilingues au sein d'équipes transnationales. L'auteure conclue sur la nécessité pour les Européens de pratiquer plusieurs langues vivantes et d'acquérir une meilleure conscience des différences culturelles sont évoquées.

EUROPE

## Études transnationales

AMMON Ulrich éd., DARQUENNES Jeroen éd., WRIGHT Sue éd.

**Sociolinguistica : annuaire international de la sociolinguistique européenne : choix linguistiques dans les entreprises en Europe**

Tübingen : Niemeyer, 2009, 292 p., bibliogr.

Ce volume vise à étudier comment sont traitées au sein des entreprises les nombreuses questions de langues engendrées par les processus d'internationalisation et de mondialisation de l'économie. Il y est question de "traitement des langues", "gestion du plurilinguisme" ou de "*language management*", termes qui, s'ils peuvent être proches, renvoient à des méthodologies ou des cadres d'analyse différents. L'approche qui est ici privilégiée est l'analyse du discours que tiennent les acteurs (dirigeants et membres du personnel) dans les entreprises sur leur traitement des langues et leurs pratiques plurilingues. Enfin l'ouvrage s'achève sur l'analyse des besoins linguistique dans le monde du travail.

M 1.5 AMM

BELGIQUE , DANEMARK , REPUBLIQUE TCHEQUE , SUISSE , FRANCE , ALLEMAGNE , Autriche

BEHR Irmtraud ed., HENTSCHEL Dieter ed., FARGES Patrick ed., et al.

**Langue, économie, entreprise : gérer les échanges**

Paris : Presses Sorbonne nouvelle, 2011, 222 p., bibliogr. (Langue discours et société)

Les auteurs commencent par aborder les différents aspects de la communication interne de l'entreprise : les enjeux économiques du multilinguisme et les problèmes de coordination et de traduction qu'il pose, la problématique de l'interculturel et la gestion de l'incertitude informationnelle. La deuxième section présente les enjeux de communication externe posés par les mutations économiques. La dernière partie examine le rapport entre le discours sur l'économie et l'évolution réelle de l'économie ; l'évolution de l'environnement économique auquel les entreprises se sont adaptées entraîne également un changement du discours politique et journalistique. L'article de François Grin et Claudio Sfreddo intitulé "[Besoins linguistiques et stratégie de recrutement des entreprises](#)" existe en ligne.

M 1.5 BEH

FRANCE , ALLEMAGNE

BEL HABIB Ingela

**Multilingual skills provide export benefits and better access to new emerging markets: multilingual market communication among Swedish, Danish, German and French small and medium sized enterprises**

*Sens public*, octobre 2011, 27 p., bibliogr., disponible sur le site de [Sens public](#)

<http://goo.gl/DbPPr9>

L'auteur montre que, contrairement aux idées courantes, l'anglais ne suffit pas comme langue des échanges économiques car de nombreux marchés sont perdus faute de compétences dans les langues locales. Les petites et moyennes entreprises (PME) utilisent de plus en plus la langue spécifique du marché d'exportation afin de s'établir dans les marchés émergents. En s'appuyant sur les petites et moyennes entreprises suédoises, allemandes et françaises, l'auteur montre qu'il existe un lien étroit entre multilinguisme et compétitivité économique. Les PME suédoises, françaises et allemandes pratiquent le multilinguisme comme stratégie d'exportation. Cependant, seulement 27% des PME suédoises ont une stratégie d'exportation multilingue, comparé à 68% parmi les PME danoises, 63% parmi les PME allemandes et 40% parmi les PME françaises. Cela paraît avoir un effet sur la performance à l'exportation. Le pourcentage d'entreprises estimant avoir raté des contrats d'exportation en raison de barrières linguistiques est beaucoup plus élevé en Suède, 20%, contre 4% pour le Danemark, 8% pour l'Allemagne et 13% pour la France.

SUEDE , DANEMARK , ALLEMAGNE , FRANCE

LÜDI Georges éd.

**Représentations, gestion et pratiques du plurilinguisme**

*Bulletin suisse de linguistique appliquée : bulletin valsa-asla*, mai 2012, n° 95, p. 1-142, disponible sur le site de

[Rérodoc](#)

<http://goo.gl/77SIzX>

Une approche intégrée et multidimensionnelle de la diversité des langues au travail doit tenir compte d'aspects symboliques et discursifs ainsi que de la mise en œuvre concrète de répertoires plurilingues dans des situations diverses. L'analyse prend en compte plusieurs dimensions : le traitement des langues, le contexte, les pratiques linguistiques et les représentations des acteurs. Deux contributions de ce dossier se focalisent sur la gestion des langues dans un environnement professionnel (le football) et dans un stage professionnel. Les deux contributions suivantes ont pour sujet les représentations, la première aborde la gestion du plurilinguisme dans un environnement frontalier (Alsace), la deuxième concerne les besoins langagiers dans des entreprises au Danemark.

DANEMARK , FRANCE , SUISSE

MATTIODA Maria Margherita coord.

**Le plurilinguisme en entreprise : un défi pour demain**

*Synergies Italie*, 2013, n° 9, numéro disponible sur le site du [GERFLINT](#)

<http://goo.gl/5t76ns>

Le numéro traite du plurilinguisme en entreprise, une thématique qui s'inscrit dans le projet de recherche plus large « Plurilinguisme et monde du travail », lancé fin 2010 par le Centro di Documentazione e Ricerca per la Didattica della lingua francese (DORIF). Le titre du numéro reprend celui d'une journée d'étude proposée par l'Université de Turin (18 octobre 2011). Elle visait à élargir l'emploi de la notion de plurilinguisme au champ de la culture d'entreprise où la suprématie de la langue anglaise est de plus en plus évidente. La réflexion a surtout porté sur le rôle du français comme langue professionnelle et langue de communication internationale afin de délimiter la place de cette langue par rapport aux autres langues véhiculaires dans le domaine des petites et moyennes entreprises. Ce numéro tente de rendre compte du dialogue entre le monde de l'entreprise et l'Université, deux mondes, généralement éloignés et souvent opposés en apparence, qui peuvent pourtant trouver, dans une écoute réciproque, de larges terrains d'entente et de fructueux instruments de développement.

FRANCE , POLOGNE , ITALIE

STICKEL Gerhard éd.

**Language use in business and commerce in Europe**

Berlin : Peter Lang, 2010, 201 p., disponible sur le site de l'[EFNIL](#) (*Duisburger Arbeiten zur Sprach- und Kulturwissenschaft*)

<http://goo.gl/Byphhy>

Les aspects linguistiques des affaires et du commerce sont particulièrement touchés par la mondialisation de l'économie et de la communication. Le développement futur des langues européennes ne dépendra pas principalement des processus linguistiques internes, mais sera de plus en plus influencé par l'utilisation de l'anglais comme langue véhiculaire internationale. Les textes réunis dans cet ouvrage sont issus de la conférence organisée en 2008 à Lisbonne par l'*European Federation of National Institutions for Language, EFNIL* ; ils font un état des lieux de l'usage des langues dans les entreprises dans un certain nombre de pays européens. L'EFNIL présente également sa résolution sur l'usage des langues dans les affaires et le commerce en Europe : il appelle l'Union européenne et ses membres à reconnaître les langues comme des facteurs clés de la réussite économique, également du point de vue des consommateurs et des travailleurs.

FRANCE, DANEMARK, AUTRICHE, FINLANDE, LUXEMBOURG, POLOGNE, ISLANDE, ROUMANIE, REPUBLIQUE TCHEQUE, SLOVENIE

TRITSCHER-ARCHAN Sabine

**Fremdsprachen für die Wirtschaft : analysen zahlen fakten**

Wien : IBW, novembre 2008, n° 143, 251 p., bibliogr., disponible sur le site [d'IBW](#) <http://goo.gl/qtQqfY>

La maîtrise des langues étrangères est devenue indispensable sur le marché du travail. Les systèmes éducatifs doivent prendre en compte cette réalité. Le rapport de recherche traite de la nécessité de corréliser les compétences linguistiques des diplômés et les besoins de compétences en langues étrangères des entreprises. Les contributions traitent ainsi des standards de formation en langues étrangères dans les écoles commerciales ; de l'importance de l'apprentissage des langues étrangères dans un monde globalisé ; de l'évaluation et de la révision du portfolio européen des langues pour les jeunes adultes pour les travailleurs du bois et les assistants de ventes en Autriche, des langues dans les petites et moyennes entreprises en zones frontalières (étude sur les besoins tchèque et slovaque dans le domaine du vin) ; de l'évaluation des besoins linguistiques des grandes entreprises autrichiennes ou de la situation des langues étrangères dans l'économie allemande.

AUTRICHE , SLOVAQUIE , REPUBLIQUE TCHEQUE , ALLEMAGNE

Venice international university

**The economics of language policy: Venice international university: San Servolo, 26-27 juillet 2013**

Munich : CESifo, juillet 2013, n. p., disponible sur le site de [CESifo](#)

<http://goo.gl/A2uYvr>

Cette conférence, dédiée au versant économique de la politique linguistique, propose presque l'intégralité des contributions en ligne, notamment : l'économie politique de la diversité linguistique en Inde, la distribution des bénéfices et des coûts de la politique linguistique officielle fédérale du Canada, le bilinguisme et la performance économique, la valeur économique d'un bilinguisme réciproque, l'anglais comme *lingua franca* et la valeur économique des autres langues : le cas de la langue de travail sur le marché de l'emploi à Montréal, l'essor de l'anglais, l'impact d'une langue native commune sur le marché international, la théorie économique et les langues minoritaires, et l'influence de la maîtrise d'une langue étrangère sur la mobilité des jeunes au sein de l'Union européenne.

INDE , CANADA , ASIE , AMERIQUE DU NORD , PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

## Études nationales

EXTRAMIANA Claire

### **Langues et entreprises**

Paris : DGLFLF, 2010, 15 p., disponible sur le site de la [DGLFLF](http://dglflf.fr) (Langues et recherche)

<http://goo.gl/kDFh8k>

Quelques grandes entreprises françaises, étrangères ou multinationales implantées en France et ayant une activité internationale ont été invitées à présenter leur stratégie linguistique dans la perspective des éditions 2009 et 2010 du "Rapport au Parlement sur l'emploi de la langue française". Les questions concernaient à la fois la communication au sein du personnel et celle avec les clients et fournisseurs en France et à l'étranger. Des exemples concrets par entreprises et secteurs d'activité sont présentés. Le document explicite notamment les politiques de formation aux langues de quelques entreprises comme Michelin, Total, France Télécom et Air France. Il y est aussi question de l'usage combiné du français et de l'anglais. La dernière partie reprend les actions en faveur de la maîtrise du français dans les entreprises.

FRANCE

GHISLA Gianni coord., LÜDI Georges coord.

### **L'apprentissage des langues dans la formation professionnelle**

*Babylonia*, 2013, n° 2, p. 2-77, bibliogr.

<http://goo.gl/vORp3T>

Le numéro traite de l'apprentissage des langues dans le monde du travail et dans la formation professionnelle des jeunes. Les articles abordent cette question sous trois angles : le monde du travail, le monde politique et celui de la didactique. Il y est notamment question de l'anglais comme *lingua franca* et/ou du multilinguisme, des besoins des entreprises en compétences linguistiques, de l'impact des langues sur la mobilité et de l'enseignement bilingue dans les établissements de formation professionnelle.

SUISSE

LAVRIC Eva

### **Politiques conscientes et "bricolage" linguistique dans les entreprises et dans les équipes de football**

*Synergies pays germanophones*, 2012, n° 5, p. 165-186, bibliogr.

On constate qu'une bonne partie des pratiques linguistiques dans l'économie et dans le sport consiste à réagir au jour le jour, avec les moyens du bord ; la réalité comporte toujours une part d'improvisation, de recours au non-verbal, d'utilisation de *linguae francae* souvent mal maîtrisées, d'alternances codiques et de traductions non professionnelles. L'une des principales stratégies linguistiques tant dans les entreprises que dans les clubs consiste donc dans le bricolage, un bricolage qui fonctionne souvent assez bien, de sorte qu'il paraît intéressant d'en étudier les mécanismes et les combines. C'est ce que propose cette contribution, qui se consacre aux politiques linguistiques officielles mises en œuvre dans les entreprises et dans le football, mais aussi aux stratégies non officielles, pas forcément inefficaces, qui constituent la réalité quotidienne des milieux de travail plurilingues.

SUISSE

LÜDI Georges éd.

### **Le plurilinguisme au travail, entre la philosophie de l'entreprise, les représentations des acteurs et les pratiques quotidiennes**

Bâle : Arbas, 2010, 179 p., bibliogr. (Arba : Acta romanica basiliensia)

<http://goo.gl/TR6fPR>

Dans le cadre du projet européen DYLAN (Dynamique des langues et gestion de la diversité), les chercheurs de l'Université de Bâle étudient la manière dont certaines entreprises basées dans cette région gèrent la diversité linguistique et multiculturelle, les pratiques linguistiques observables dans ces mêmes entreprises et l'impact de la gestion sur les pratiques.

L 1 LUD

SUISSE

LÜDI Georges

**Le français comme objet de la gestion des langues dans des entreprises suisses : un champ de tension entre les philosophies de l'entreprise, la doxa des acteurs et les pratiques**

*Synergies pays germanophones*, 2012, n° 5, p. 147-163, bibliogr.

La Suisse alémanique est devenue de plus en plus multi-plurilingue. Dans ce contexte, l'article se focalise sur le statut et la fréquence d'emploi du français dans plusieurs entreprises dans le Rhin supérieur et à Berne. L'analyse porte sur plusieurs types de données, dont le discours dominant et des représentations sociales récurrentes, qui peuvent être en contradiction avec la philosophie officielle. Les choix de langue entraînent des processus de majoration et de minoration qui sont ici illustrés à l'exemple du paysage linguistique, de philosophies d'entreprise plus ou moins inclusives et de la logique du comportement langagier dans la communication au travail, qui relève d'une "culture de la domination" ou, au contraire, d'un ensemble de stratégies visant à empêcher toute discrimination ou à la réparer dans l'interaction même. Une manière de neutraliser les tensions consiste à recourir à différentes formes de parler plurilingue, voire de métissage ("multilanguaging").

SUISSE ALEMANIQUE

LÜDI Georges

**Mesures de gestion des langues et leur impact auprès d'entreprises opérant dans un contexte de diversité linguistique**

*Synergies Italie*, 2013, n° 9, p. 59-74, bibliogr., disponible sur le site du [GERFLINT](http://gerflint.univ-poitiers.fr/~mauguier/)

<http://goo.gl/hE9kwb>

La mondialisation et la mobilité des personnes ont profondément modifié les habitudes de communication. Institutions et individus ont à faire avec de plus en plus de langues dans leur quotidien. Il est donc nécessaire de prendre des mesures pour gérer cette diversité linguistique. Dans ce cadre, le multilinguisme occupe une position controversée : le choix d'une langue unique (souvent l'anglais, mais dans l'étude de cas présentée, l'allemand) est souvent perçu comme la réponse idéale aux problèmes posés par la multitude des langues ; mais, l'emploi de répertoires plurilingues semble garantir l'efficacité et l'équité dans la communication entre groupes linguistiques. L'article illustre ce problème par une étude de cas en Suisse qui révèle des espaces de tension entre la philosophie des entreprises, les représentations des acteurs et les pratiques réelles ainsi qu'entre des conceptions « additionniste » et « intégrative » du plurilinguisme.

SUISSE

MANN Anthony, BRASSELL Michelle, BEVAN Dave

**The economic case for language learning and the role of employer engagement**

London : Education and Employers Taskforce, 2011, 32 p., bibliogr., disponible sur le site de [Education and Employers](http://educationandemployers.org.uk/)

<http://goo.gl/lrB1Yk>

Le déclin de l'apprentissage des langues freine les jeunes et les entreprises britanniques dans leur ensemble. Le Royaume-Uni exporte de façon disproportionnée dans les pays anglophones, en partie à cause du déficit de compétences en langues étrangères. L'un des obstacles majeurs est le déficit d'information qui existe entre la perception des jeunes, qui pensent souvent que les langues ne sont pas pertinentes pour leur avenir, et la réalité du marché du travail. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles les employeurs peuvent faire beaucoup en travaillant avec les enseignants pour rendre plus vivant l'apprentissage des langues et démontrer sa valeur dans la vie professionnelle. Ces dernières années ont vu un certain nombre d'initiatives visant à enrayer le déclin de l'apprentissage de la langue, même si la tendance doit encore être inversée.

ROYAUME UNI

TRUCHOT Claude

**Internationalisation et choix linguistiques dans les entreprises françaises : entre « tout anglais » et pratiques plurilingues**

*Synergies Italie*, 2013, n° 9, p. 75-90, bibliogr., disponible sur le site du [GERFLINT](http://gerflint.fr)

<http://goo.gl/Ee9iyT>

L'article situe le processus d'internationalisation des entreprises en contexte français et montre comment les questions de langues qui se posent aux entreprises en sont les conséquences. Puis, à travers l'inventaire des observations sur le traitement des questions de langues dans les entreprises, l'auteur tente une description des fonctions dévolues aux différentes langues en présence (le français, l'anglais langue véhiculaire et les autres langues étrangères) et de définir la notion de « tout anglais ». En raison du recours implicite à l'anglais véhiculaire, les questions de langues sont gérées de manière très empirique, source de multiples effets négatifs. La recherche d'autres modes de gestion est indispensable.

FRANCE

## Recommandations et bonnes pratiques en matière de stratégies linguistiques des entreprises

### Recommandations de la Commission européenne et du Conseil de l'Union européenne

Commission européenne

**Multilinguisme : un atout pour l'Europe et un engagement commun : communication de la Commission au Conseil au Parlement européen au Comité économique et social européen et au Comité des régions**

2008, 16 p., disponible sur le site de la [Commission européenne](http://goo.gl/iah2eG)  
<http://goo.gl/iah2eG>

Les élargissements récents ont renforcé la diversité linguistique au sein de l'Union européenne. Cette réalité pose de nouveaux défis auxquels la Commission européenne répond à travers ce document d'orientation. Ce dernier vise à induire un changement qualitatif, en présentant une stratégie globale, qui dépasse le cadre de l'enseignement pour aborder les langues dans le contexte plus vaste de l'action à mener par l'Union en matière de cohésion sociale et de prospérité, les deux objectifs prioritaires de la stratégie de Lisbonne. La Commission s'intéresse notamment aux rapports entre langues et compétitivité, langues et employabilité, à l'éducation et la formation tout au long de la vie et au rôle des médias et des nouvelles technologies.

M 1.5 COM

DAVIGNON Etienne, ALBRINK Winfried, DYREMOSE Henning, et al.

**Les langues font nos affaires : des entreprises plus performantes grâce à une connaissance accrue des langues : recommandations du Forum des entreprises sur le multilinguisme établi par la Commission européenne**

2008, 20 p., disponible sur le site de la [Commission européenne](http://goo.gl/H545bn)  
<http://goo.gl/H545bn>

Le groupe d'experts des milieux d'affaires s'est intéressé au rôle des langues dans la compétitivité. Ils démontrent pourquoi il est important d'investir dans les compétences linguistiques et dressent un bilan des initiatives déjà entreprises pour promouvoir les langues dans le milieu des affaires. Enfin, ils adressent des recommandations sur la manière dont les entreprises peuvent améliorer leurs performances en communication commerciale multilingue.

M 1.5 DAV

Commission européenne

**Les langues au service de l'emploi : fournir des compétences communicationnelles et multilingues pour le marché du travail**

Commission européenne/Bruxelles, 2011, 43 p. disponibles sur le site de la [Commission européenne](http://goo.gl/wd43IY)  
<http://goo.gl/wd43IY>

Ce rapport présente les résultats du groupe « Les langues au service de l'emploi » que la Commission a mis en place dans le cadre de la stratégie « Éducation et formation 2020 » suivant la méthode ouverte de coordination (MOC). Le groupe a collecté, analysé et examiné des exemples de bonnes pratiques, des études et des développements de politiques éducatives et des défis stratégiques dans les pays participants à l'échelon européen. Il émet des recommandations stratégiques pouvant entraîner une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de compétences linguistiques et communicationnelles sur le marché du travail européen. Les experts du groupe de travail préconisent de diffuser de nouvelles méthodes d'enseignement des langues qui soient davantage centrées sur l'apprenant et mieux appliquées aux contextes professionnels. Ils s'intéressent aussi à la formation des enseignants, à la mobilité des apprenants, à la validation des compétences et au dialogue entre le monde des affaires et l'enseignement.

N 2 LAN

Conseil de l'Union européenne

**Conclusions du Conseil sur les compétences linguistiques visant à améliorer la mobilité**

Strasbourg : Conseil de l'Union européenne, 2011, 7 p., disponible sur le site du [Conseil de l'Union européenne](http://goo.gl/J9283L)  
<http://goo.gl/J9283L>

Alors que la libre circulation des travailleurs au sein du marché unique de l'UE peut contribuer à réduire l'inadéquation entre les compétences de la main-d'œuvre et les besoins du marché du travail, la mobilité à des fins d'éducation et de formation et à des fins professionnelles reste fortement entravée par la connaissance limitée de langues étrangères. Le Conseil de l'Union européenne réaffirme que la coopération européenne joue un rôle utile dans l'identification des compétences linguistiques qu'il convient de développer, ainsi que des méthodes les plus efficaces et des conditions les plus favorables pour ce faire. Le Conseil adresse ses recommandations aux États membres et à la Commission.

### Stratégie linguistique des entreprises : les bonnes pratiques

CANALE Odile coord., EXTRAMIANA Claire coord.

**Bonnes pratiques linguistiques dans les entreprises**

Québec : Office québécois de la langue française ; Paris : Délégation générale de la langue française et aux langues de France, 2013, 66 p., disponible sur le site de la [Délégation générale de la langue française et aux langues de France](http://goo.gl/eQWlnR)  
<http://goo.gl/eQWlnR>

Le contexte international dans lequel de nombreuses entreprises françaises et québécoises s'insèrent a fait surgir avec plus d'acuité le problème des langues dans les entreprises. Ce document est un corpus de bonnes pratiques linguistiques concernant l'usage de la langue française dans les entreprises. Il a été conçu pour que les acteurs d'une entreprise puissent s'y référer, les mettre en œuvre ou en demander la mise en œuvre. Ce corpus se réfère à des exemples concrets, des recommandations qui rapprochent les exigences de compétitivité économique et de cohésion sociale des entreprises. Il est organisé en plusieurs parties : l'intégration des questions linguistiques dans la gestion courante de l'entreprise ; la gestion des compétences linguistiques au sein de l'entreprise ; la mise en place d'une communication interne et externe adaptée ; l'usage de la traduction et des outils de traitement des langues. Il existe une version française et synthétique du document publiée en 2014 : "[Guide des bonnes pratiques linguistiques dans les entreprises](#)".

M BON

FRANCE , QUEBEC , AMERIQUE DU NORD , EUROPE

Commission européenne

**Report on language management strategies and best practice in European SMEs: the PIMLICO Project**

Bruxelles : Commission européenne, 2011, 133 p., disponible sur le site de la [Commission européenne](http://goo.gl/gMpS1G)  
<http://goo.gl/gMpS1G>

Le rapport PIMLICO s'attache à recenser et à décrire les modèles de meilleure pratique dans 40 PME européennes, sélectionnées pour l'importance de leur croissance commerciale, fruit de la formulation et du recours à des stratégies de gestion des langues. Le rapport établit également le bilan d'une gamme d'organismes et de réseaux de soutien linguistique présents à divers niveaux dans les 27 pays de l'Union Européenne : supranational, national, régional et local. La phase 2 verra la création d'un site internet et de guides qui proposeront des informations détaillées permettant aux entreprises de savoir où obtenir des renseignements supplémentaires, ainsi que des idées et des conseils sur les moyens d'élaborer leurs stratégies de gestion des langues.

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

Gobierno de Navarra. Servicio Navarro de empleo

**Politiques des langues et de la formation : les bonnes pratiques pour l'employabilité et la compétitivité : une perspective européenne**

Pamplona : Lilama, septembre 2011, 126 p., disponible sur le site de [LILAMA](http://lilama.net)

<http://goo.gl/tZNhLB>

Le réseau LILAMA a pour mission de devenir une plateforme d'apprentissage commune pour l'échange et la diffusion de lignes directrices et de recommandations sur les bonnes pratiques et les politiques linguistiques, afin de concevoir et de mettre en œuvre des politiques qui prennent en compte les besoins du marché du travail. Ce guide des bonnes pratiques est le fruit du travail mené par l'observatoire des bonnes pratiques du réseau LILAMA. Il fournit des indications pratiques qui peuvent aider les décideurs de l'Union européenne à concevoir de véritables programmes et politiques de formation en langues, en s'inspirant des meilleurs éléments des 50 bonnes pratiques qui ont été observées au niveau international par le réseau LILAMA. Ces bonnes pratiques ont été identifiées et validées suivant une méthode approfondie décrite dans la deuxième partie du guide et se présentent sous la forme d'une fiche pour chaque bonne pratique, avec des informations clés sur la qualité et la transférabilité.

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

HAGEN Stephen

**Guide linguistique à l'intention des entreprises européennes : communiquer efficacement dans le cadre de vos échanges internationaux**

Bruxelles : Commission européenne. Direction générale de l'éducation et de la culture, 2011, 34 p., disponible sur le site de la [librairie de l'Union européenne](http://librairie.de.l'Union.europeenne)

<http://goo.gl/5X3oEY>

Ce guide a pour objectif d'aider les entreprises à résoudre leurs problèmes de langue et de communication. Il apporte des conseils sur la manière d'aborder les questions linguistiques et interculturelles qui se posent au quotidien dans les entreprises internationales. Il permet de mettre au point une stratégie destinée à résoudre les problèmes de communication pouvant survenir sur de nouveaux marchés ou des marchés en expansion. Il reprend de nombreux exemples des meilleures stratégies de gestion linguistique recensées par l'enquête PIMLICO.

## Potentiel économique de la langue française à l'étranger

ATTALI Jacques, BROTONS Adrienne rap., DELORME Angélique rap.

### **La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance directe : rapport à François Hollande, président de la République**

Paris : Direction de l'information légale et administrative, août 2014, 246 p., disponible sur le site de [l'Élysée](http://elysee.fr)  
<http://goo.gl/jliaeF>

L'espace géolinguistique économique de la francophonie va au-delà des frontières institutionnelles de la francophonie et recouvre les cinq continents. La francophonie est le sixième espace géopolitique par sa population et peut devenir le 4ème à l'horizon 2050. L'ensemble des pays francophones et francophiles représente 16 % du PIB mondial avec un taux de croissance de 7 %. Selon les auteurs de ce rapport, le potentiel économique de la francophonie est insuffisamment exploité. Afin qu'un développement d'une francophonie économique puisse se réaliser, le rapport émet 53 propositions regroupées autour de sept axes : 1) augmenter l'offre d'enseignement du et en français, en France et partout dans le monde ; 2) renforcer et étendre l'aire culturelle francophone ; 3) cibler les secteurs clés liés à la francophonie ; 4) jouer sur la capacité d'attraction de l'identité française ; 5) favoriser la mobilité et structurer les réseaux ; 6) créer une union juridique et normative francophone ; 7) créer à terme une Union économique francophone.

BLANCHET Philippe dir., MESSAOUDI Leila dir.

### **Langue française et plurilinguisme dans la formation universitaire et l'insertion professionnelle des diplômés marocains en sciences et technologies**

Paris : EME, 2013, 273 p., bibliogr. proximités-sciences du langage

La question des langues comme facteurs d'insertion ou d'exclusion professionnelle (et donc économique et sociale) fonde la problématique principale de cet ouvrage. Il s'agit d'étudier au Maroc les rôles de différentes variétés linguistiques, notamment celui de la langue française, pour les diplômés de l'enseignement supérieur scientifique et technologique. De nombreux débats publics et travaux universitaires ont souligné le rôle du français dans la réussite ou l'échec des étudiants en sciences et technologie et dans l'insertion professionnelle de ces diplômés. L'ouvrage propose une analyse quantitative et qualitative des dynamiques sociolinguistiques à l'œuvre au Maroc ainsi que des pistes didactiques pour l'amélioration de la prise en compte de ces questions linguistiques par l'université marocaine.

M 1.2 (MAR) BLA

MAROC , MAGHREB

CARRERE Céline, MASOOD Maria

### **Le poids économique de la langue française dans le monde**

Clermont-Ferrand : Fondation pour les études et recherches sur le développement international, 2012, 144 p., disponible sur le site de la [Fondation pour les études et recherches sur le développement international](http://www.fondation-ferdi.org)  
<http://goo.gl/1TQKXi>

Cette étude porte sur les rapports entre langue et économie, en France et dans le monde, en particulier dans l'espace francophone. Dans une partie préliminaire, les auteures définissent les contours de l'espace francophone analysé dans cette étude. Elles proposent ensuite une revue des études existantes sur les liens entre espace linguistique et économie, une cartographie de la place des pays de l'espace francophone dans le monde. De nombreuses dimensions économiques sont analysées : démographie, richesse, flux d'investissements directs étrangers et autres flux de capitaux privés, aide publique au développement, flux migratoires, flux commerciaux et diversification des exportations. Dans une deuxième partie, les auteures évaluent quelle part des échanges internationaux des pays de l'espace francophone, et par conséquent de la richesse et de l'emploi, est générée par l'existence de cet espace.

R 2 CAR

FRANCE , AFRIQUE FRANCOPHONE , CANADA , SUISSE , BELGIQUE , LUXEMBOURG , LIBAN , HAÏTI , ISRAËL

Délégation générale à la langue française et aux langues de France

**Rapport au Parlement sur l'emploi de la langue française 2013**

Paris : Ministère de la culture et de la communication, 2013, 228 p., disponible sur le site de la [Délégation générale à la langue française et aux langues de France](http://goo.gl/mTHzrn)  
<http://goo.gl/mTHzrn>

Chaque année le rapport au Parlement est l'occasion de dresser un état de la situation du français sur le plan national et international. La première partie, intitulée « Assurer la présence du français dans la vie sociale », porte sur la consommation, le monde du travail, l'enseignement supérieur, les médias et le Conseil supérieur de l'audiovisuel, l'enrichissement de la langue et les défis de la normalisation. La seconde, qui traite de l'enjeu de l'éducation et de la formation, aborde les actions en direction des jeunes, le rôle de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme, les actions en direction des adultes et l'apprentissage du français pour s'intégrer. Puis il est question de la vie quotidienne, avec les compétences des adultes à l'écrit ainsi que les pratiques et la transmission. La quatrième partie s'intéresse à la pluralité linguistique avec les travaux de l'Observatoire des pratiques linguistiques (les langues de France, les langues d'outre-mer et le numérique au service de la diversité linguistique). Un chapitre est consacré à l'Union européenne. La dernière partie traite de la promotion du français dans le monde : action de la France, coopération multilatérale et réseaux de solidarité francophones.

PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE , AFRIQUE , EUROPE , FRANCE , AFRIQUE FRANCOPHONE

MAJDI Toufik

**Usage du français langue étrangère dans les PME marocaines : vers une stratégie de communication**

Editions universitaires européennes/Sarrebruck, 2011, 351 p., bibliogr.

La langue française s'est enracinée au Maroc depuis l'ère coloniale, mais la place qu'elle occupe aujourd'hui dans le concert des langues en présence la dote d'un rôle instrumental, voire culturel et fait d'elle une langue de modernité et d'ouverture sur l'occident. Au sein des PME marocaines, la langue française jouit, à côté de l'arabe, d'une importance capitale. Elle est utilisée à des degrés divers, par les dirigeants et les collaborateurs dans leurs communications écrites, orales et médiatisées. Fruit d'une enquête conduite sur le terrain en 2005, l'ouvrage analyse les conceptions intériorisées ainsi que les pratiques effectives liées à l'usage du français en milieu professionnel marocain.

R 2 MAJ

MAROC , AFRIQUE DU NORD , MAGHREB

NORTH Xavier, BRESSE Sophie, GRATIANT Isabelle, et al.

**Le français, une langue pour l'entreprise : colloque organisé dans le cadre de la rencontre annuelle des Conseils supérieurs et organismes de la langue française, 3-4 décembre 2007, Centre de conférences internationales, Paris**

2007, 162 p, disponible sur le site de la [Délégation générale de la langue française et aux langues de France](http://goo.gl/y1KcXo)  
<http://goo.gl/y1KcXo>

Le colloque "Le français, une langue pour l'entreprise" organisé en décembre 2007, dans le cadre de la rencontre annuelle des Conseils supérieurs et organismes de la langue française, avait pour but d'étudier et de cerner la place du français dans les entreprises. Le document reprend les communications présentées. Il débute par un panorama des usages des entreprises en matière de pratiques linguistiques, permettant la confrontation et l'analyse de la situation à la fois en France, au Québec, en Belgique et en Suisse. Il se poursuit par l'étude du dispositif légal et réglementaire qui encadre l'usage de la langue française dans le monde du travail. La dernière partie du document est consacrée à la définition d'éventuelles stratégies francophones à l'intérieur de l'entreprise et dans les relations de l'entreprise avec ses partenaires.

R 2 FRA

FRANCE, BELGIQUE, QUEBEC, SUISSE

OIF. Observatoire de la langue française

**L'impact économique de la langue française et de la Francophonie : être francophone ? Une valeur sûre !**

Paris : OIF, 2012, 22 p., disponible sur le site de [l'OIF](http://oif.org)

<http://goo.gl/mA42ow>

Ce document illustre de façon succincte, statistiques à l'appui, l'impact économique du français dans les secteurs d'activité liés à la culture, au travail et aux échanges commerciaux.

QUEBEC , FRANCE , BURKINA FASO , COTE D'IVOIRE , SENEGAL , INDE , INDONESIE , TANZANIE , CHINE , MALI , TUNISIE , AMERIQUE DU NORD , EUROPE , AFRIQUE , ASIE , AFRIQUE DU NORD

## Sitographie et ressources vidéo

### **CELAN : Language Strategies for Competitiveness and employability (Réseau pour la compétitivité et l'emploi par des stratégies linguistiques)**

Ce réseau est issu de la Plateforme des entreprises pour la promotion du multilinguisme, initiative lancée par la Commission européenne en septembre 2009, afin de mieux prendre conscience de l'importance des langues pour l'économie et le monde des affaires. Le projet CELAN a pour but de faciliter le dialogue dans le domaine des langues entre les acteurs économiques et les professionnels des langues. Il est à l'origine de plusieurs rapports, dont celui sur [les besoins linguistiques des entreprises en Europe](#), et un autre sur les caractéristiques de [l'industrie des langues](#). Il propose une [application pour l'analyse des besoins linguistiques](#), qui permet aux utilisateurs professionnels d'identifier leurs besoins linguistiques, de les comparer avec les bonnes pratiques existantes et d'accéder à des ressources linguistiques dans le secteur des langues.

<http://www.celan-platform.eu>

### **Communication et mondialisation : les limites du tout-anglais : colloque international pluridisciplinaire, mercredi 24 novembre 2012, Paris, CNRS**

Aujourd'hui l'on revient sur l'idée d'une langue commune universelle (global English), y compris dans le monde anglo-saxon où le modèle du tout-anglais est remis en question. Le colloque explique ce renversement de perspective sous quatre angles : mythe et réalité d'une *lingua franca* et économie des langues - les enjeux du cyberspace multilingue - la communication scientifique à l'épreuve du multilinguisme- la traduction, langue de la mondialisation. Les 18 vidéos des différentes interventions sont consultables en ligne.

[http://webcast.in2p3.fr/events-communication\\_et\\_mondialisation](http://webcast.in2p3.fr/events-communication_et_mondialisation)

### **Les langues de l'export**

Ce site d'information et de réflexion à l'usage des exportateurs propose des articles et des ressources aux entreprises pour élaborer leur stratégie linguistique (choix des langues et leur emploi). Il les aide à se poser les bonnes questions et réunit des articles notamment sur la traduction, la formation en langues, la stratégie linguistique, l'interculturel, et un certain nombre de langues.

<http://www.langues-export.fr/>

### **LILAMA Network : Linguistic policy for the labour market (réseau LILAMA : Politiques linguistiques relatives aux besoins du marché du travail)**

Le Réseau LILAMA est une plateforme commune d'apprentissage pour l'échange et la diffusion de lignes directrices, bonnes pratiques et recommandations politiques, afin de contribuer à la conception et à la mise en œuvre de politiques linguistiques orientées vers les besoins du marché du travail. La plateforme propose un [observatoire des bonnes pratiques](#), qui recense les meilleures pratiques linguistiques dans une dizaine de pays européens ainsi qu'en Chine et dans trois pays anglo-saxons (Australie, Canada et États-Unis). LILAMA formule également des [recommandations](#) en faveur d'une politique linguistique européenne pour le marché du travail.

<http://www.lilama.org/>

### **More languages more options**

*Post-Primary Languages Initiative* est une agence du ministère irlandais de l'éducation et des compétences qui fournit une expertise pour l'enseignement des langues en Irlande au-delà du niveau primaire et qui promeut le multilinguisme. L'agence propose 7 vidéos en langue anglaise de professionnels issus de secteurs différents (dont les sciences, l'éducation, les arts et le sport), qui témoignent de la valeur professionnelle que représentent les compétences linguistiques.

<http://languagesinitiative.ie/more-languages-more-options>

# Nos ressources documentaires

## **Pour s'abonner à la « veille éditoriale » (périodicité mensuelle) :**

<http://www.ciep.fr/selection/index.php>

## **Retrouvez les archives de la veille éditoriale :**

Par date : [http://www.ciep.fr/selection/archives\\_date.php](http://www.ciep.fr/selection/archives_date.php)

Par thème : [http://www.ciep.fr/selection/archives\\_theme.php](http://www.ciep.fr/selection/archives_theme.php)

## **Autres ressources documentaires à consulter :**

### **Bibliographies**

Les langues et l'emploi au Maghreb, mai 2013

<http://www.ciep.fr/bibliographie/bibliographie-langues-et-emploi-au-maghreb.pdf>

Evaluation en didactique des langues, mai 2013

<http://www.ciep.fr/sites/default/files/migration/biblio-flash/docs/biblio-flash-evaluation-en-didactique-des-langues.pdf>

Le français langue seconde-langue de scolarisation, mars 2013

[http://www.ciep.fr/bibliographie/bibliographie\\_FLS.pdf](http://www.ciep.fr/bibliographie/bibliographie_FLS.pdf)

Le français langue professionnelle, juillet 2012

<http://www.ciep.fr/sites/default/files/migration/biblio-flash/docs/biblio-flash-francais-langue-professionnelle-n-10.pdf>

## **Le centre de ressources et d'ingénierie documentaires**

- ▶ Il est ouvert aux étudiants, enseignants et chercheurs du mercredi au vendredi de 9h à 18h sur rendez-vous.
- ▶ Téléphone : 33 (0)1 45 07 60 84
- ▶ Courriel : [crid@ciep.fr](mailto:crid@ciep.fr)

Créé en 1945, établissement public national depuis 1987, le CIEP est l'opérateur public de référence du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et le principal partenaire du ministère des affaires étrangères et du développement international pour la langue française. Il contribue à la réflexion dans le domaine de la coopération internationale en éducation et s'appuie, pour conduire ses actions, sur un réseau d'experts et de partenaires nationaux et internationaux, ainsi que sur le savoir-faire d'une équipe de 250 personnes. Il est l'opérateur public de référence en charge de la coopération internationale en éducation, au cœur de partenariats français et étrangers. Il comprend deux pôles d'activités, l'éducation (enseignement général, supérieur et professionnel, reconnaissance des diplômes) et les langues (langue française, évaluation et certifications en français, langues étrangères et mobilité). C'est également un espace d'information et de réflexion et un lieu d'accueil de séminaires et de conférences internationales.